

Sous-section 4.—Le marché des obligations*

Ventes d'obligations canadiennes.—Les gouvernements et les sociétés du Canada ont emprunté un total de 1,783 millions de dollars sur le marché des obligations en 1965, somme considérablement moindre que les 2,839 millions empruntés en 1964. Les revenus des gouvernements ont augmenté proportionnellement aux dépenses, réduisant ainsi leurs emprunts sur le marché; le besoin de fonds des sociétés s'est accentué mais on a surtout eu recours à d'autres formes d'emprunt.

Au cours de 1965, le gouvernement fédéral a retiré des titres en cours représentant 52 millions de dollars. Il y a eu un excédent budgétaire de 70 millions de dollars pour l'année et les besoins de caisse non budgétaires (surtout à l'égard de prêts et d'avances) ont été presque comblés par des recettes non budgétaires provenant de remboursements de prêts, de rentes et de fonds de pension ainsi que d'autres sources. Il y a eu un changement important dans le genre de dette en cours, des obligations négociables ayant été retirées et des obligations d'épargne émises.

En 1965, les gouvernements provinciaux et municipaux ont augmenté leur dette courante par de plus faibles montants qu'en 1964. Une partie de cette diminution a été rendue possible par une hausse de 29 millions de dollars dans les prêts bancaires aux gouvernements provinciaux et de 158 millions de dollars dans ceux consentis aux gouvernements municipaux.

Les obligations des sociétés (y compris les effets de sociétés de finance à court terme et d'autres institutions) émises au cours de 1965 ont atteint 850 millions de dollars, une diminution par rapport au total de 1,029 millions accusé en 1964. Les investissements du secteur commercial ont augmenté de presque deux milliards de dollars alors que l'accroissement de l'épargne a été beaucoup moindre, ce qui a provoqué un besoin de fonds de plus en plus pressant. Cependant, les normes établies par les États-Unis et le défaut de l'*Atlantic Acceptance Corporation* de remplir ses engagements ont forcé nombre de sociétés, surtout les sociétés financières, à compter beaucoup moins sur le marché de l'argent en 1965 qu'en 1964. Bien que les émissions d'obligations en 1965 aient atteint 1,122 millions de dollars, augmentation considérable par rapport à l'année précédente, il y a eu un amortissement net d'effets de sociétés de finance et autres effets de commerce à court terme. Les prêts bancaires aux sociétés de financement des ventes ont accusé une hausse de 76 p. 100 en 1965; ceux consentis à d'autres sociétés ont augmenté de 14 p. 100. Les placements directs de l'étranger au Canada se sont aussi accrus considérablement.

Obligations en cours.—Les obligations gouvernementales et commerciales en cours atteignaient le chiffre estimatif de 48,235 millions de dollars au 31 décembre 1965, soit une hausse de 25 p. 100 sur les 38,533 millions en cours à la fin de 1961. La plus forte augmentation, soit 45 p. 100, au cours de cette période a été marquée par les obligations provinciales, mais une partie de cette augmentation est due à l'acquisition par la province de Québec, en 1963, des sociétés privées d'énergie hydro-électrique faisant affaires dans la province, et au remplacement subséquent des obligations de ces sociétés par des obligations garanties du gouvernement provincial. Le total des obligations en cours comprend des bons du Trésor, des effets de sociétés de finance et d'autres effets commerciaux à court terme. Il n'inclut pas les dépôts à terme, les titres et les obligations des sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires, dont le total dépassait le chiffre de 3 millions de dollars à la fin de 1965. Le total exclut également la dette hypothécaire que la Société centrale d'hypothèques et de logement évaluait, à la fin de 1964, à plus de 18 milliards de dollars.

* Rédigé en novembre 1966, à la Division centrale du personnel des recherches et de l'application du Bureau fédéral de la statistique, selon les données de la Banque du Canada et de l'exposé budgétaire du 29 mars 1966.